

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 14 juin 2023

Nos réf. : SAU/AV/MT n° 23-286

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

**CHAPLAIN SAS
Lieu-dit "Les Grandes Pièces"
10140 PUIITS-ET-NUISEMENT**

Code AIOT : 0005704043

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25 avril 2023 dans l'établissement CHAPLAIN implanté lieu-dit "Les Grandes Pièces" 10140 PUIITS-ET-NUISEMENT. L'inspection a été annoncée le 20 avril 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à différentes plaintes reçues, depuis janvier 2023, pour les nuisances générées sur le territoire de la commune de PUIITS-ET-NUISEMENT qui seraient dûes à l'exploitation des carrières situées sur la même commune, notamment des nuisances de vibrations issues des tirs de mine, l'inspection des installations classées a souhaité assister au tir de mine programmé le 25 avril 2023 sur la carrière exploitée par la société CHAPLAIN.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHAPLAIN
- Lieu-dit "Les Grandes Pièces" - 10140 PUIITS-ET-NUISEMENT
- Code AIOT : 0005704043
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CHAPLAIN exploite la carrière de matériaux calcaires à ciel ouvert sous couvert de l'arrêté préfectoral n° 2013002-0003 du 02 janvier 2013 modifié. L'autorisation porte sur une superficie de 10 ha pour une durée de 30 ans. La production moyenne annuelle de matériaux autorisée est de 150 000 tonnes (300 000 t maximum).

Les matériaux extraits sont traités par une installation de traitement d'une puissance de 312 kW.

L'exploitation est réalisée par la création de fronts successifs d'une hauteur de 10 m. L'exploitant est autorisé à faire des tirs de mine dans le cadre de son exploitation sous couvert de l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2021140-0003 du 20 mai 2021, à raison d'un tir par mois maximum.

La remise en état de la carrière est réalisée par le remblaiement de la fosse d'extraction avec des déchets inertes extérieurs. Dans ce cadre, l'exploitant a été autorisé, par arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2023003-0001 du 3 janvier 2023, à augmenter la quantité de déchets inertes extérieurs réceptionnés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Tir de mine

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Tir de mine	AP Complémentaire du 20/05/2021, article 2.1	/	Sans objet
2	Tir de mine	AP Complémentaire du 20/05/2021, article 2.3	/	Sans objet
3	Tir de mine	AP Complémentaire du 20/05/2021, article 2.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le tir de mine réalisé sur la carrière le 25 avril 2023 a été effectué conformément aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation complémentaire n° PCICP2021140-0003 du 20 mai 2021. Par conséquent, il n'est pas proposé de suite administrative.

Toutefois, la norme NF E 90-020-01 de septembre 2015, relatif à la méthode de mesurage et d'évaluation des vibrations et chocs mécaniques générées par les activités humaines, doit être respectée par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Tir de mine

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/05/2021, article 2.1
Thème(s) : Autre, Plan de tir
Prescription contrôlée : Avant chaque tir de mine, l'exploitant est tenu de déterminer un plan de tir à l'aide d'un bureau d'étude compétent en la matière. Ce plan de tir doit notamment tenir compte du phasage de l'exploitation, de la nature du gisement, de la géologie locale et des conditions météorologiques.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection le plan de tir du jour, établi par l'entreprise réalisant les tirs de mine sur le site. Le tir effectué a été réalisé en fond de la fosse d'extraction, sur les 4 derniers mètres de gisement. Le plan de tir ne soulève pas de remarque particulière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Tir de mine

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/05/2021, article 2.3
Thème(s) : Autre, Chargement des trous
Prescription contrôlée : Le chargement sera conforme au plan de tir validé. La quantité maximale d'explosif utilisée pour chaque tir est de 2 000 kg. Le nombre de tirs de mine est limité à 1 tir par mois. Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables. Une purge systématique du front de taille est réalisée après chaque tir.
Constats : Le chargement total des trous est conforme à la prescription contrôlée : La quantité totale d'explosifs utilisée est de 925 kg, soit 13,80 kg /trou. Le plan de tir présentait 67 trous. Il s'agit du second tir effectué sur l'année 2023, en jour ouvrable. Le 1er tir a été réalisé en février 2023. Il a été constaté que le front de taille était purgé avant le tir de mine. Le plan de tir ne soulève pas de remarque particulière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/05/2021, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de vibrations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs.</p> <p>Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivants les trois axes de la construction. Aucun dépassement de ces vitesses n'est toléré.</p> <p>L'exploitant est tenu d'informer l'inspection des installations classées de tout dépassement du seuil de la vitesse particulière, en apportant toutes explications sur les causes de ce dépassement et sur les mesures mises en place pour éviter son renouvellement.</p> <p>Le respect de la valeur limite ci-dessus est vérifié dès les premiers tirs réalisés sur la carrière, puis à chaque tir de mines.</p> <p>Les appareils de mesure sont étalonnés au moins annuellement. Les appareils de mesure sont installés aux habitations les plus proches dans la commune de PUIITS-ET-NUISEMENT, où la dalle rocheuse est de même nature que celle objet de l'exploitation.</p> <p>Toute mesure de vibration fait l'objet d'un rapport mentionnant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la date et l'heure du tir, la charge unitaire, • le lieu (parcelle position du front), • le numéro de l'enregistreur, sa position et la référence de l'enregistrement, • les valeurs des mesures de vibrations dans toutes les directions, des pseudo-fréquences et d'ondes de surpression, • la valeur du niveau de la pression acoustique de crête mesurée, • les valeurs limites de vibration et de pression acoustique de crête fixées par le présent arrêté, • les conclusions relatives à la conformité des mesures réalisées et les éventuelles suites proposées.
<p>Constats :</p> <p>La société qui réalise le tir a mis en place des sismographes à divers endroits pour mesurer les vibrations et sur-pression lors du tir de mine. Les appareils ont été posés aux emplacements suivants :</p> <p>1/ Un appareil posé à proximité du bureau de l'exploitation, sur une dalle béton.</p> <p>2/ Un appareil posé à proximité immédiate des premières habitations du village de Nuisement; sur la dalle des fondations du portail du cimetière.</p> <p>3/ Un appareil posé sur la dalle d'une terrasse d'une habitation localisée dans la Grande rue à Nuisement, en sortie de village.</p> <p>Il est noté que l'appareil (3) placé sur la dalle de l'habitation ne s'est pas déclenché. Néanmoins, le propriétaire, présent à l'intérieur de son habitation au moment du tir de mine, a précisé qu'il a ressenti une légère vibration et entendu sa vaisselle « bouger ».</p> <p>Les vitesses particulières pondérées mesurées sur les deux autres appareils, suivants les trois axes de la construction, n'ont pas été dépassées. En effet, les résultats montrent, pour le sismographe placé au niveau du cimetière, des valeurs inférieures à 0,40 mm/s et la vitesse de sur-pression inférieure à 100 dB, pour le sismographe positionné à proximité des bureaux de l'exploitation, les valeurs sont inférieures à 1,59 mm/s et 119 dB.</p> <p>Lors du tir, un inspecteur des installations classées était à proximité du sismographe installé au niveau du cimetière. Il n'a été ressenti aucune vibration et le bruit entendu était très sourd et lointain, donnant l'impression d'un bruit d'immeuble/ bâtiment qui s'écroule.</p> <p>Ce tir de mine s'est déroulé conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2021140-0003 du 20 mai 2021.</p> <p>Toutefois, l'exploitant portera une attention sur la mise en oeuvre des appareils de mesure des vibrations. Pour cela il veillera à respecter la norme NF E 90-020-01 de septembre 2015, relative à la méthode de mesurage et d'évaluation des vibrations et chocs mécaniques générées par les activités humaines. Notamment pour le positionnement des sismographes. Les appareils doivent être solidaires de leur support, être posés parallèles à la structure sur laquelle les mesures sont faites et horizontaux (de niveau).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet